



















ÉLUS ET CITOYENS POUR LA DÉFENSE DE LA LIGNE FERROVIAIRE VOLVIC LE MONT DORE















COMMUNIQUÉ DE PRESSE

ALORS QU'ELLE SE DIT DÉPOURVUE DE BUDGET POUR LA MOBILITÉ LA RÉGION **AUVERGNE RHÔNE ALPES CHOISIT DE NE PAS BÉNÉFICIER DU VERSEMENT MOBILITÉS** PRÉVU PAR LA LOI DE FINANCES 2025

Lyon le 13 février 2025.

Pour rappel le Versement Mobilités aux régions, peut aller jusqu'à 0,15 % de la masse salariale versé par les entreprises de plus de 11 salariés pour financer leur politique de transport durable. Ce versement, que seule l'Ile-de-France percevait déjà, vient s'ajouter au versement mobilités traditionnel (anciennement versement transport) qui alimente la majeure partie du budget des Autorités organisatrices de mobilités (AOM).

Pourtant le besoin de financement pour les mobilités n'est pas satisfait, loin de là, en Auvergne Rhône Alpes :

- pour le cadencement à 1 heure indispensable des TER sur tout le réseau ferroviaire régional y compris dans le rural, pour l'accroissement de l'étendue horaire du service TER, de 5h30 à 24h en semaine et plus le week-end,
- pour la réouverture urgente du service TER sur plusieurs axes, souhaitée par les auvergnats et rhonalpins (Clermont - Ferrand Saint-Etienne, Clermont - Ferrand Ussel Bordeaux, Saint-Gingolph Evian, Saint-Chély d'Apcher Neussargues, Rive droite du Rhône...),
- pour plus de trains TER donc alors qu'aucune commande n'est faite et qu'elle revend ses anciennes rames à d'autres régions, diminuant ainsi son parc disponible,
- pour la participation à la modernisation des infrastructures ferroviaires actuellement "maintenues en l'état",
- pour la mise en place des 5 SERM prévus,
- pour la montée en puissance du RER du Léman Express qui est déjà saturé,
- pour l'augmentation de capacité d'emport des vélos des rames, etc.

Compense-t-elle ce manque de budget par un autre moyen ? Elle a plusieurs fois déclaré gu'elle ne voulait pas. A croire que la région AuRA déteste le train.

Comment compte-t-elle faire face à ces besoins?

Le budget mobilités de la région est le plus important de la collectivité. On comprend que le maltraiter est un des premiers leviers pour rester au Guiness des régions "les moins dépensières" du pays. Au détriment du bien-être de ses habitants en les limitant dans leurs déplacements.

Le discours politique traditionnel de la Région AuRA sur les insuffisances de financement des mobilités par l'état n'est plus audible.

Le collectif AuRAil réclame d'urgence de revenir sur cette décision afin que la région se donne les moyens de répondre aux besoins de déplacements des auvergnats et rhonalpins.

Nous réaffirmons que le réseau ferroviaire régional doit être modernisé et redevenir l'axe structurel de la mobilité publique.

Contact presse : voeuferroviairecper23aura@gmail.com

https://aurail.eu

19 organisations de défense des usagers du train actives en région Auvergne Rhône Alpes ensemble pour tenter de résoudre les difficultés communes de mobilité ferroviaire

